



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2012

Les libéraux suisses ont tort de se détourner de l'Union européenne

Cheneval, Francis

Abstract: Le politologue Francis Cheneval appelle les libéraux de Suisse à renouer avec leur histoire, ce qui leur permettra peut-être de percevoir l'UE non pas comme le fruit d'une conspiration socialiste mais comme un monument de libéralisme par excellence (troisième texte de notre série sur les 20 ans du refus de l'EEE).

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich
ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-68880>
Newspaper Article
Published Version

Originally published at:

Cheneval, Francis. Les libéraux suisses ont tort de se détourner de l'Union européenne. In: Le Temps, 29 November 2012, 15.

opinions Jeudi 29 novembre 2012

Les libéraux suisses ont tort de se détourner de l'Union européenne

Par Francis Cheneval

Le politologue Francis Cheneval appelle les libéraux de Suisse à renouer avec leur histoire, ce qui leur permettra peut-être de percevoir l'UE non pas comme le fruit d'une conspiration socialiste mais comme un monument de libéralisme par excellence (troisième texte de notre série sur les 20 ans du refus de l'EEE)

En Suisse, à de rares exceptions près, le libéralisme officiel a de la peine avec l'Union européenne. Qui est-ce que cela étonne? Le seul grand parti de Suisse qui approuve sans équivoque l'adhésion de la Suisse à l'UE veut également supprimer l'armée et venir à bout du capitalisme. Slavoj Zizek et Peter Sloterdijk, deux coryphées de l'esprit européen, qualifient l'Europe de social-démocratie factice. Quant à Hans Magnus Enzensberger, également considéré comme un porte-voix de son époque, il estime que l'Europe est un monstre social-bureaucratique. L'euro est considéré comme un édifice branlant. Et comme si cela ne suffisait pas, Karl Marx a écrit son Manifeste du Parti communiste à Bruxelles!

Pour ces raisons et pour bien d'autres encore, l'intégration européenne apparaît aux yeux des libéraux helvétiques comme étant le fruit d'une conspiration socialiste. A tort. Rien que le budget de l'Union européenne, qui n'a pratiquement pas de dettes (1% du PIB des Etats membres), et l'absence d'institutions étatico-sociales sur le plan européen indiquent que l'idée même d'une Europe qualifiée de social-démocratie factice est bizarre. La bureaucratie est une signature du monde moderne, et l'Union européenne fait partie du monde moderne.

Avec ou sans l'euro, l'Europe a été construite selon un modèle libéral, qui garantit la protection des individus et des minorités, selon les principes simples de la reconnaissance mutuelle de normes industrielles communes et selon des règles solides en matière de concurrence. Les règles cartellaires imposées par l'UE ont inspiré les règles, plus faibles, édictées par la Suisse, mais indispensables pour se ménager un accès au marché domestique européen. Une étatisation para-socialiste de l'industrie automobile, telle que pratiquée aux Etats-Unis, serait interdite au sein de l'Union européenne.

D'ailleurs, qu'est-ce qui incarne le marché libre et ouvert et l'équité de la concurrence, sinon l'«acquis communautaire» de l'Union européenne? Entre 1985 et 2007, la jungle des 100 000 normes nationales de 1985 s'est muée en un paysage harmonisé composé de 13 000 normes. Et qui se préoccupe concrètement des droits fondamentaux, et des droits des citoyens et des entreprises dans l'espace Schengen, sinon la Cour de justice européenne? Qui s'exprime en faveur des minorités opprimées, sinon la Commission européenne?

Un libéralisme qui ne se comprend pas seulement comme un reliquat du passé mais aussi comme une force capable de construire l'avenir, un libéralisme qui préfère le système européen de la libre circulation, de la concurrence transfrontalière et de l'ouverture générale des marchés dans le cadre de la loi, à une bureaucratie nationaliste de blocages mutuels, ferait bien de soutenir activement l'intégration européenne.

Il faut renouer avec le libéralisme suisse du XIXe siècle. Celui-ci aspirait à l'élargissement des libertés économiques et politiques au-delà des frontières politiques existantes. Les leaders de l'époque étaient conscients que cette libéralisation devait s'insérer dans des institutions politiques supérieures et faire l'objet de compromis sociaux.

Eu égard à l'Europe, la narration libérale et fédérale de la Suisse moderne peut continuer à s'écrire. Le libéralisme suisse devrait renouer avec son histoire. Le fait que l'agenda européen ne soit pas dicté uniquement par une foi ordolibérale dans l'ordre juridique, mais intègre également la question sociale, est la leçon à tirer de l'expérience de ces deux derniers siècles, et doit beaucoup au réalisme politique. En se désintéressant du processus d'intégration européenne, le libéralisme suisse sort de l'histoire et cède le terrain, en Suisse comme en Europe, aux esprits étroits, aux défenseurs des droits acquis, aux protectionnistes et aux nationalistes, qui ne vont certainement pas donner naissance à une Europe meilleure.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA